

Aqua domitia pourquoi ? Sécuriser l'eau à Barcelone, comment ?

Thierry Ruf¹

Sources : www.jacoulesverts.e3b.com

26 novembre 2008

Le 19 novembre 2008, la Catalogne faisait savoir à la région Languedoc-Roussillon son manque d'intérêt pour un projet dont on parle depuis quelques mois comme l'axe fondamental de développement du Sud de France et des relations futures avec Barcelone. Aqua Domitia est présentée officiellement comme l'artère hydraulique qui va propulser la région dans un nouveau développement. Deux questions se posent : en Languedoc-Roussillon, Aqua Domitia Pourquoi ? En Catalogne, sécuriser l'eau à Barcelone, comment ? Avant d'y répondre précisément, les contextes géographiques, historiques et politiques doivent être rappelés.

Une histoire ancienne, des projets successifs et controversés.

La question d'un vaste transfert d'eau du Rhône vers le Languedoc Roussillon et vers Barcelone est une histoire ancienne engagée par les responsables politiques régionaux du Languedoc-Roussillon. Déjà en 1876, on faisait voter par les conseils municipaux des villages autour de Montpellier des déclarations de soutien à l'arrivée d'un canal d'irrigation du Rhône². En 1955, la décision est prise au plus haut sommet de l'Etat de créer des compagnies nationales d'aménagement pour construire de grands ouvrages hydrauliques. Dans notre région, la Compagnie nationale d'aménagement du Bas-Rhône-Languedoc est fondée à l'instigation de Philippe Lamour, souvent présenté comme l'homme providentiel³. L'eau pompée dans le Rhône est relevée de 50 mètres puis acheminée dans deux réseaux distincts, celui du Gard et celui de l'Hérault, jusqu'aux portes de Montpellier. Mais, 50 ans après le début de l'aménagement régional, BRL ne convainc pas. Sur 120000 hectares connectés au réseau de bornes sous pression, seuls 30000 hectares utilisent effectivement l'eau du Rhône en 2008⁴. BRL ne réussit pas à s'imposer ou à imposer ses contrats de vente d'eau agricole, et il serait bon d'ailleurs d'étudier de manière indépendante pourquoi tout l'équipement est sous-utilisé. Année après année, son déficit structurel est compensé par des subventions publiques massives.

En Provence, la Société équivalente, la Société du Canal de Provence (SCP) équipe la région sur le même mode et sans toujours attirer autant d'agriculteurs qu'elle le souhaiterait, mais elle dispose d'un soutien politique sans faille du Maire de Marseille, Gaston Deferre, qui va l'engager à fournir l'essentiel de l'eau potable de l'agglomération marseillaise. La SCP

¹ Géographe, IRD, conseiller municipal des verts à Jacou (Hérault), signataire (parmi cent scientifiques européens) de la convention européenne de la Nouvelle Culture de l'Eau (Madrid, 2005).

² Blanchemain A., 2005. Jacou, petit village et grands seigneurs. Presses du Languedoc, p.127

³ Bataille E., 2007. Quand du hasard découle l'histoire. In : Compagnie du Bas Rhône Languedoc, BRL Nîmes, Version 1, Nov 2007, p3.

⁴ Déduction des données présentées pour chaque système BRL dans les départements du Gard, de l'Hérault et de l'Aude, dans le document publié par la Région Languedoc Roussillon. 2008. L'eau, un enjeu majeur pour le Languedoc-Roussillon, un réseau hydraulique au service du territoire.

compense les pertes sur l'équipement d'irrigation par de substantiels gains sur l'approvisionnement en eaux brutes aux grandes villes de la Côte d'Azur.

BRL équipe aussi le Bas-Languedoc à partir de son siège de Nîmes (l'expression Bas-Languedoc n'est certainement pas des plus heureuses). Dans les années 1980-1980, la compagnie s'implante bien dans le Gard, premier bénéficiaire de nouvelles infrastructures d'irrigation sous pression, mais au delà, le soutien économique et politique est hétéroclite. BRL équipe sporadiquement des secteurs à l'ouest de Béziers et dans l'Aude mais essuie un échec radical dans les Pyrénées-Orientales où son modèle d'intervention est rejeté. Chez BRL, le réseau implanté ne tient pas compte des canaux et des anciens systèmes d'arrosage qui sont gérés par des associations syndicales locales. Les catalans du Roussillon considèrent que leur patrimoine hydraulique structure leur paysage et donne un sens à leur culture de l'eau.

Du côté de Montpellier, le canal Philippe Lamour arrive dans la plaine de Mauguio et ne va pas plus loin. Le pouvoir municipal, qui dans les années 1980 change de bord politique, redoute une dépendance complète à l'eau du Rhône pour promouvoir le développement montpelliérain. Conseillé par des hydrologues de l'université, le Maire décide au milieu des années 1980 d'exploiter le réservoir souterrain des sources du Lez. On connaît mal la capacité réelle de l'eau piégée dans les calcaires, mais on devine que son exploitation permettra de faire face aux prétentions de BRL avec son eau du Rhône offerte à la potabilisation. Montpellier n'est pas Marseille. Pour affirmer son indépendance et mettre en place la station de pompage à l'intérieur des sources du Lez, Georges Frêche introduit la Compagnie Générale des Eaux (aujourd'hui Veolia) dans le dispositif montpelliérain et, fort du succès technique qu'elle obtient, lui confie dès 1989 la délégation de service de l'eau potable de la ville.

Aujourd'hui en 2008, le pompage dans les sources du Lez apporte l'essentiel de l'eau distribuée à Montpellier et dans une partie de l'agglomération. Notons au passage que la ville de Montpellier a récemment menti à tous les citoyens de l'agglomération en prétendant que les sources du Lez fournissaient 100% de l'eau dans les 31 communes⁵. Un rectificatif est nécessaire puisque BRL n'a pas été exclu du marché de l'eau potable, mais au contraire associé, d'abord pour faire face aux éventuels défaillances du système du Lez, ensuite pour accroître l'offre en eau. Trois stations traitent l'eau prélevée dans le canal Philippe Lamour et Veolia assure que les eaux du Lez et les eaux du Rhône sont désormais ménagées dans tous les réseaux qu'elle exploite, avec des proportions variant de 10 à 30% selon les saisons (30% en été)⁶.

Revenons aux années 1990 et aux efforts de BRL pour reprendre son développement régional. BRL est piloté par la droite languedocienne, et elle ne peut compter sur un marché urbain important, piloté par la gauche. Par ailleurs, l'agriculture languedocienne évolue dans un sens inattendu par les promoteurs de l'hydraulique agricole. La viticulture ne disparaît pas, elle se métamorphose en vignoble de qualité, et les bornes de BRL restent sans usage et sans contrat dans les campagnes languedociennes. En outre, les opérations internationales d'aménagement

⁵ Ville de Montpellier, 2008. *Quand Montpellier avait soif*. Article du dossier consacré au congrès mondial de l'eau de Montpellier. In : Montpellier Notre ville, n°327, septembre 2008, p12-13. Aucun démenti n'a été apporté ni par la ville, ni par les autres communes dont beaucoup ne dépendent pas seulement du Lez ou du Rhône mais ont aussi leur propre sources ou forages pour alimenter les réseaux d'eau potable.

⁶ Déclaration par le représentant de Veolia au débat organisé à la suite du congrès mondial de l'eau à la MJC de Castelnaud avec l'appui de l'université de Montpellier.

hydraulique agricole dans les pays du Sud s'amenuisent. Les grands projets endettent les pays et ne produisent pas leurs effets positifs sur le développement économique. La banque mondiale et la France également limitent les nouvelles opérations. Le marché des études de faisabilité et ceux d'exécution des travaux ne fait plus recette.

Pour faire face à la crise, BRL évolue alors en société de services hydrauliques et études environnementales diverses. Son capital se partage entre institutions publiques et industriels privés. La SAUR, société privée d'eaux dépendant du groupe Bouygues, intervient tandis que l'Etat et les conseils généraux forment l'essentiel du conseil d'administration. Le département du Gard est très impliqué car l'essentiel des infrastructures se trouvent sur son territoire et le siège social est installé à Nîmes. Ceux de l'Hérault, de l'Aude et des Pyrénées-Orientales y figurent également, car BRL agit un peu partout en prestataire de services, y compris dans les Pyrénées-Orientales, même si la société ne fait pas recette dans ses tentatives de reconfigurer les réseaux d'eau des vallées pyrénéennes. Puisque Montpellier n'est pas le marché principal attendu, BRL s'imagine à la fin des années 1990 un avenir dans la vente de l'eau du Rhône à la plus grande ville méditerranéenne au Sud de la région, Barcelone. Un consortium privé rassemble alors toutes les compagnies privées d'eau et BRL pour défendre le projet auprès des instances politiques et des bailleurs de fond. En Espagne, le plan national hydrologique porte sur de vastes transferts d'eau du Nord au Sud, et les groupes français espèrent que le marché sera conclu. On mobilise même un comité scientifique ad hoc pour promouvoir l'idée de la solidarité hydraulique. Tout ceci s'inscrit dans la période encore florissante de l'épopée hydraulique et de la domestication de la nature. Mais le projet capote, d'une part parce que les membres du comité scientifique entrent en désaccord sur l'opportunité de justifier un tel projet, d'autre part par les changements politiques qui s'opèrent en Espagne et la contestation des politiques de transfert d'eau hors des bassins naturels.

Entre temps, la Droite perd la région et le Maire de Montpellier s'installe aux commandes des deux institutions les plus puissantes du moment, le conseil régional et l'agglomération de Montpellier. BRL est repris en main et intervient en synergie avec les sphères politiques au pouvoir pour établir le plan régional Aqua 2020. Le bureau d'études BRL instruit un plan qui favorise le développement de la société BRL. En toute indépendance.

L'Etat profite de ce moment pour se désengager. Au nom de la décentralisation, il cède à la région la pleine propriété des infrastructures créées depuis 50 ans.

Le retrait de l'Etat devient effectif le 1^{er} janvier 2008. La région en fait un outil puissant de contrôle des eaux et des territoires pour le jeu politique languedocien. Elle donne à Montpellier un poids désormais déterminant par rapport à Nîmes (siège de la compagnie BRL) et Paris (organisateur de grands travaux hydrauliques, créateur des compagnies publiques d'aménagement régional dans les années 1950). La région ne se prive pas d'annoncer sur tous les supports médiatiques qu'elle est la première région de France à maîtriser l'eau. Le leader du Languedoc Roussillon, qui aime à trouver des formules percutantes pour imposer son point de vue, propose de rebaptiser le projet de transfert d'eau du Rhône vers le sud « aqua domitia » ou encore *l'artère hydraulique*, en référence avec l'historique voie Domitienne. Ces formules constituent de précieux symboles pour motiver les hommes politiques, les techniciens de l'hydraulique et les sociétés intéressées par les futurs marchés de l'eau : la voie romaine allait dans la péninsule ibérique et fondait la richesse de la Septimanie, jusqu'au déclin des échanges dans l'arc méditerranéen occidental. La voie hydraulique sera donc le fer de lance du projet économique régional en incluant la Catalogne en perspective.

Sciences de l'eau et pouvoirs publics, des liaisons confuses ?

Dans les années 1990, Jacques Blanc, alors président de la région Languedoc-Roussillon, avait fait du transfert de l'eau vers Barcelone un axe majeur de sa politique régionale. Dans le comité scientifique institué pour favoriser la promotion du projet, figuraient notamment deux éminents spécialistes des questions humaines et sociales sur l'eau, le géographe Michel Drain et le politologue Bernard Barraqué. Ils examinèrent les dimensions sociales, politiques, patrimoniales et environnementales du projet et finirent par démissionner de ce conseil, du fait de l'attitude hostile du président aux critiques qu'il qualifiait de « hors du champs scientifique »⁷.

Le pouvoir régional ayant changé de camp, force est de constater que les projets de transfert d'eau reprennent tout leur poids quand le pouvoir politique utilise tous les leviers possibles. Autrefois, les grandes politiques d'eau fondées sur le développement de l'offre se référaient la plupart du temps au despotisme. L'eau est en effet « l'ami des puissants »⁸. Prenons donc de la distance avec le projet AQUA DOMITIA qui exige des analyses en profondeur et indépendantes des pouvoirs en place, d'autant plus que ceux-ci sont plus resserrés autour du président actuel de la région.

A quoi sert Aqua Domitia ?

A quoi sert Aqua Domitia ? Il s'agit de transférer 10 ou 15 m³/s de Montpellier à l'Aude, et au delà vers Barcelone, car, malgré le refus catalan exprimé le 19 novembre 2008, cela reste un objectif espéré par la région. Le projet d'artère hydraulique est techniquement possible mais économiquement cher. C'est une politique d'offre. Or, depuis 20 ans, les débats internationaux sur l'eau critiquent « les hydro - dinosaures » qui pensent en termes de BTP et de soumission des territoires au « possesseur de l'offre en eau ». Mais à quel coût économique ? environnemental ? Institutionnel ?

Aqua Domitia est près à tout ! Soutenir l'étiage des rivières du Languedoc, apporter de l'eau à de nouvelles extensions d'irrigation, fournir de l'eau potable aux villes du littoral, permettre le développement touristique massif et, en dépit des réticences espagnoles, régler les problèmes d'approvisionnement en l'eau de Barcelone, tout cela avec 15 m³ par seconde. Comment va-t-on s'y prendre ? D'un côté on justifie le projet par des projections démographiques à l'horizon 2025-2030, pour proposer un aménagement de caractère structurel : demande permanente bien établie, localisée, avec des allocations régulières à satisfaire par une offre nouvelle. D'un autre côté, on parle de limiter les risques de sécheresse et dans ce cas, il s'agit d'une ressource flexible mise à disposition de zones en situation de

⁷ Barraqué B, 2000. Les demandes en eau en Catalogne : perspective européenne sur le projet d'aqueduc Rhône – Barcelone. Revue d'Economie Méridionale (M.T.E., Montpellier) n°191, Dec. 2000.

Drain M., 2003. Le projet de transfert d'eau du Rhône à Barcelone. Fest. International de Géographie de St-Dié, 18p. http://fig-st-die.education.fr/actes/actes_2003/drain/article.htm

⁸ Bedoucha G. 1987, L'eau, l'Amie du Puissant. Les Archives Contemporaines , coll. ordres sociaux.

Wittfogel K., 1957. Le despotisme oriental. Paris Ed de Minuit.

crise, ce qui revient à n'allouer aucun droit stable. Aqua Domitia est-il un outil d'expansion économique ou un outil d'assurance anti-sécheresse ?

Comment va t'on allouer l'eau ? La population a élu des dirigeants socialistes dans la région et les départements concernés, mais en matière d'eau, ces élus agissent selon un modèle très libéral. On est en effet dans la logique marchande où l'eau s'obtient en payant d'abord un droit d'accès, ensuite une consommation volumétrique. C'est la logique individuelle et quantitative qui domine. A ce jeu libéral, les plus faibles auront du mal à suivre.

L'eau d'Aqua Domitia va en effet coûter très cher, puisqu'elle est pompée plusieurs fois pour atteindre le sud du Languedoc. Elle pourrait d'ailleurs être beaucoup plus chère encore si l'Etat n'avait pas donné gratuitement un droit d'eau de 75m³ par seconde à BRL à sa création en 1955. Si cela pouvait peut-être se concevoir lorsque BRL était une entreprise publique, cela paraît maintenant extraordinaire pour une entreprise quasi privée dont 49% du capital appartenait en 2005 à la SAUR (groupe Bouygues), le reste appartenant aux départements et à la région. La participation de la SAUR a été reprise par un fond d'investissement de Paribas, PAI Partners, forcément touché par la crise financière actuelle.

Comment pourra-t-on arbitrer entre des acteurs économiques pour qui l'eau ne peut pas avoir la même valeur. Soutenir un étiage pèsera peu par rapport à la fourniture de l'eau à 100 golfs et aux nouvelles stations touristiques. Si l'option du transfert en Espagne est reprise, Vendre l'eau à Barcelone sera toujours plus rentable que de laisser des agriculteurs arroser des champs. Par ailleurs, les exigences de limiter les prélèvements incontrôlés de dizaines de milliers de puits et forages dans les nappes du littoral n'apparaissent plus. Une fois l'eau du Rhône acquise sur le marché, on ne verra d'efforts de gestion collective de toutes les eaux locales. A l'image de ce qui se produit dans les pays du sud (où BRL intervient aussi), des solidarités locales vont éclater entre ceux qui gèrent en commun des ressources et ceux qui jouent cavalier seul en prenant contrat avec le nouveau vendeur d'eau. C'est une des raisons pour lesquelles les catalans français ne veulent pas du « tuyau », car ils sont attachés à leurs formes de gestion collective issue d'une longue histoire.

La marchandisation de l'eau est un des points du débat crucial des forums mondiaux de l'eau⁹. Aqua Domitia ne présente qu'une facette, technologique, mondialisée, favorable aux puissants du moment, les compagnies privées d'eau. La logique BRL-SAUR n'est pas différente de la logique de VEOLIA ou de SUEZ. Le partenariat public-privé, défendu dans toutes les rencontres internationales, n'est pas forcément la panacée de la gestion des ressources, en particulier pour le développement rural et agricole d'une grande région.

Le prochain forum a lieu à Istamboul en Mars 2009 et inscrit comme termes de réflexion « water and people » traduit en français maladroitement par « l'homme et l'eau » alors qu'ils s'agit de réfléchir aux sociétés humaines, aux institutions, aux alternatives aux privatisations des réseaux de toute nature. Les réseaux peuvent aussi être gérés par des organisations publiques ou par d'autres institutions comme des mutuelles ou des coopératives d'eau réunissant sur un territoire tous les usagers, disposant de droits et de devoirs, partageant les

⁹ Les vraies rencontres mondiales sur l'eau se font tous les trois ans et réunissent 20000 personnes de tous les horizons – rien à voir avec le 13^e congrès de l'IWRA de Montpellier du début septembre 2008, artificiellement qualifié « d'événement mondial », alors qu'il s'agissait d'une réunion de quelques centaines de spécialistes de sciences physiques et de technologie de l'eau, et de quelques dizaines d'économistes plutôt libéraux, d'ingénieurs ou d'administrateurs.

eaux et les coûts selon leurs conceptions propres, leurs cultures, leur savoirs. Cette piste est encore largement sous-utilisée.

Face à AQUA DOMITIA, il faut une vigilance, une transparence, une réactivité de la société afin d'éviter que le projet ne finisse comme bien d'autres projets « d'offre en eau » dans le monde : un gouffre financier et une destructuration de territoires et d'institutions locales de l'eau. Quand les autorités politiques, si puissantes soient-elles, tombent, la société s'aperçoit des conséquences dramatiques du jeu des spécialistes hydrocrates. Les grands ouvrages hydrauliques coûtent chers, vieillissent mal et font beaucoup de dégâts à l'environnement et aux sociétés locales, notamment aux sociétés rurales soumises au système. Les pays du sud en font l'amère expérience, les pays de l'Est aussi. Pourquoi pas le « Sud de France » ?

Sécuriser l'eau à Barcelone, comment ?

Barcelone a rejeté la proposition de se joindre au projet de transfert (et de payer 40% des investissements prévus). C'est un choix politique et démocratique dans lequel les Verts Espagnols ont joué un rôle significatif, les scientifiques engagées dans le mouvement européen de la nouvelle culture de l'eau aussi. Les catalans espagnols préfèrent compter sur la désalinisation de l'eau de la Méditerranée, une technique que les français critiquent singulièrement pour l'Espagne, alors qu'elle est enjeu de commerce international sur la rive sud de la Méditerranée, et que la France s'engage à vendre des centrales nucléaires pour favoriser cette technique .

Pour résoudre le manque d'eau de Barcelone sans dépenser trop d'énergie et modifier l'environnement, une solution n'a pas encore été proposée. Nous partons du principe que l'eau ne voyage pas bien sur de longues distances, et que pour être utile et pas trop chère, le meilleur moyen est qu'elle progresse par gravité. Il ne faut donc pas partir du Rhône pour régler les crises locales d'accès à l'eau dans la région Languedoc et en Catalogne, mais des montagnes et des réservoirs existants, dont les finalités peuvent être revues.

Michel Drain, en 1999, avait évoqué le barrage de Rialb sur le Segre comme ressource utile pour les catalans de Barcelone. Mais ce barrage a été construit pour étendre l'irrigation dans le bassin de l'Ebre, dans la continuité directe des projets de l'époque de Franco. Il sert aussi à compenser le transfert d'eau de l'Ebre vers Almeria. Or, si Barcelone affronte une année sèche, il suffirait aux autorités espagnoles de restreindre l'arrosage sur quelques milliers hectares et de rediriger cette eau vers les stations de potabilisation. Un système de paiement adéquat permettrait de compenser les pertes des agriculteurs, alimenté directement par la ville bénéficiaire.

Curieusement, personne ne pense au barrage du Lanoux, qui se trouve dans les Pyrénées-Orientales, dans une vallée descendant du Carlit, en Cerdagne. Situé à plus de 2000 mètres d'altitude, l'étang de Lanoux était déjà le plus grand lac des Pyrénées Françaises avant d'être surélevé par un barrage. Il faisait à l'origine 84 hectares pour 20 millions de mètres cube, il est passé à 158ha et 70 millions de m³ avec une longueur de 2500 m, une largeur de 500 m et une profondeur de 75 m. le Barrage a été construit de 1957 à 1960. Or, les eaux du Lanoux partaient dans la rivière du Carol, un affluent du Segre espagnol. Après 1960, les eaux sont détournées et conduites par un tunnel dans l'Arriège où elles servent à produire de l'électricité. Les Espagnols ont protesté et ont attaqué la France en Justice. Ils ont obtenu en échange une compensation partielle, la France renvoyant dans le Carol les eaux usées de la principauté d'Andorre par un autre tunnel. On voit bien que le modèle de gestion intégrée par

bassin versant n'est pas en phase avec le mécano historique des prises de pouvoir sur les ressources en eau. L'autorité Gaulliste a été plus forte que l'autorité Franquiste. Mais en 2008, ne pourrions-nous pas concevoir avec les catalans un système de secours pour Barcelone, en cas de sécheresse (voir les illustrations ci contre). Les eaux du Lanoux pourraient résoudre ces temps de crise, avec évidemment une compensation financière pour le manque de production électrique.

Conclusion

La solidarité hydraulique passe par un respect de l'environnement et des sociétés humaines. En faire une affaire de marché d'eaux est une singulière régression de la pensée sur les liens entre les eaux et les hommes et les femmes, qui ne sont pas dans leur nature seulement que des clients d'entreprise multinationale. Le débat mondial sur l'eau tend à universaliser les questions pour promouvoir un modèle dominant, le partenariat public – privé et l'expansion des marchés de services d'eau. Aqua domitia en est la traduction languedocienne. Mais les choses sont bien plus compliquées que les modèles hydrologiques et les modèles d'optimisation économique. Les eaux sont plurielles. Elles diffèrent dans chaque territoire et la résolution des problèmes d'accès, de protection, de circulation en surface et sous le sol, exigent des efforts importants d'information des citoyens. Si nous nous engageons dans le débat, nous devons aborder les questions à toutes les échelles locales, régionales, nationales et internationales. Nous devons considérer que l'accès à l'eau suppose bien une coopération entre les hommes, via des institutions représentatives des différents intérêts. Parmi toutes les solutions possibles pour trouver un compromis entre des impératifs de protection des milieux, de justice sociale, d'équilibre financier, le système libéral des marchés de l'eau est sans doute le plus risqué. L'accaparement des ressources est un danger pour une société, la surexploitation des eaux aussi. Si le marché se dérègle et s'effondre, le système ne s'en remet pas, car l'ensemble des savoirs professionnels publics et liés aux collectivités territoriales se détruit rapidement mais ne se reconstruit que très lentement. L'histoire a montré les limites de la gestion privée des eaux et malheureusement, elle n'est pas enseignée suffisamment dans les sphères techniques et politiques qui interviennent dans ce domaine. C'est aussi important dans le monde de l'eau urbaine que dans celui de l'agriculture et plus globalement des différents territoires des eaux.

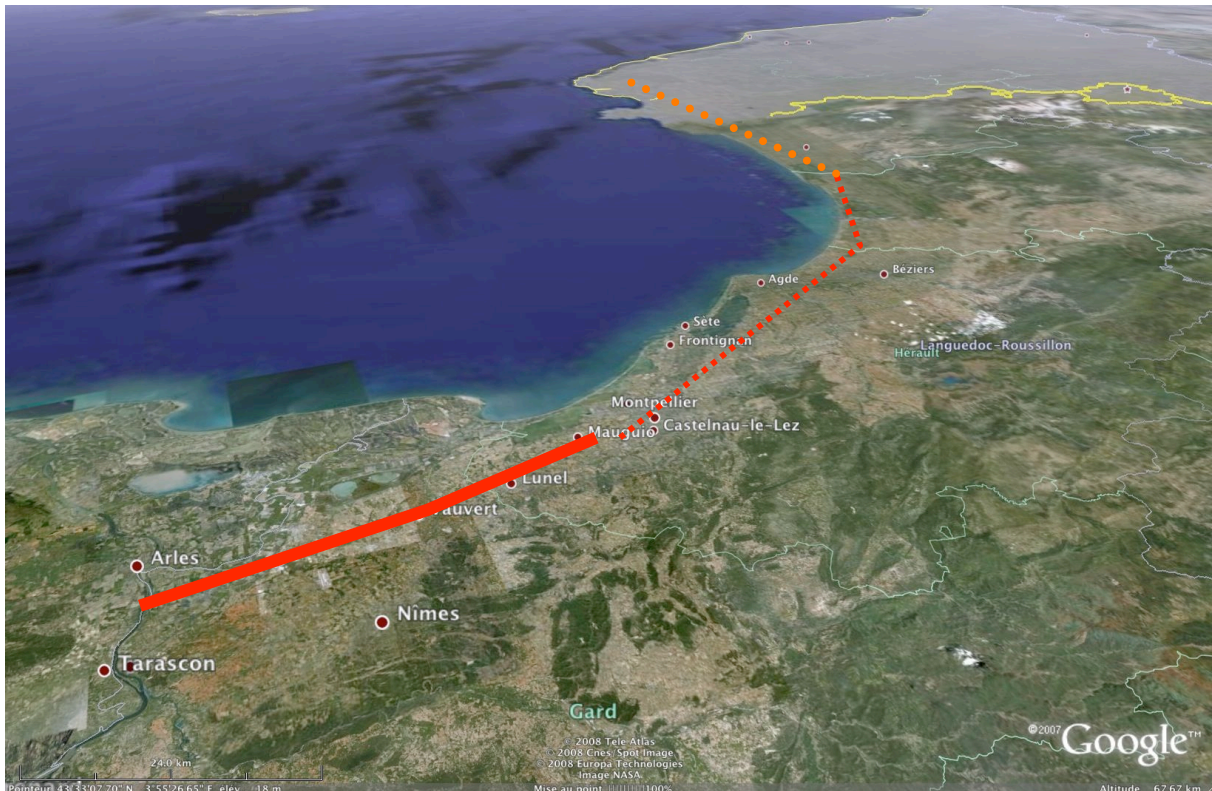
Pour finir, certains vont reprendre l'argumentation de la pénurie d'eau qui, au nom du changement climatique, affecterait effectivement tous les lieux de la terre. Certes, le changement climatique se profile et certaines régions vont connaître des temps plus difficiles, des saisons plus sèches et des crues plus violentes. A-t-on déjà oublié que la crue la plus violente dans la région au XXe siècle s'est produite en octobre 1940 autour du Canigou, dans les Pyrénées Orientales, où il est tombé en 24 heures près de 1200 mm de pluie ? Les catalans ont su réagir à cette catastrophe.

Pour fournir de l'eau potable en 2020 à 2,5 millions de personnes vivant en Languedoc-Roussillon, sur une base très raisonnable de 150 litres d'eau par jour et par personne, il faut mettre à disposition des citoyens 137 millions de mètre cube d'eau. Dans la mesure où les pertes des réseaux d'eau représentent entre 20 et 40% des volumes qui y transitent, il faut donc prélever dans les sources, rivières, fleuves et nappes une masse d'eau d'environ 200 millions de mètres cube d'eau. Si on tient compte des arrosages urbains ou périurbains d'agrément, la masse nécessaire à la vie confortable de la population est de 300 millions de mètres cubes d'eau. Que représente l'agriculture languedocienne ? En dehors des 30000 hectares irrigués par BRL, on a vraisemblablement aussi 20000 à 30000 hectares irrigués par

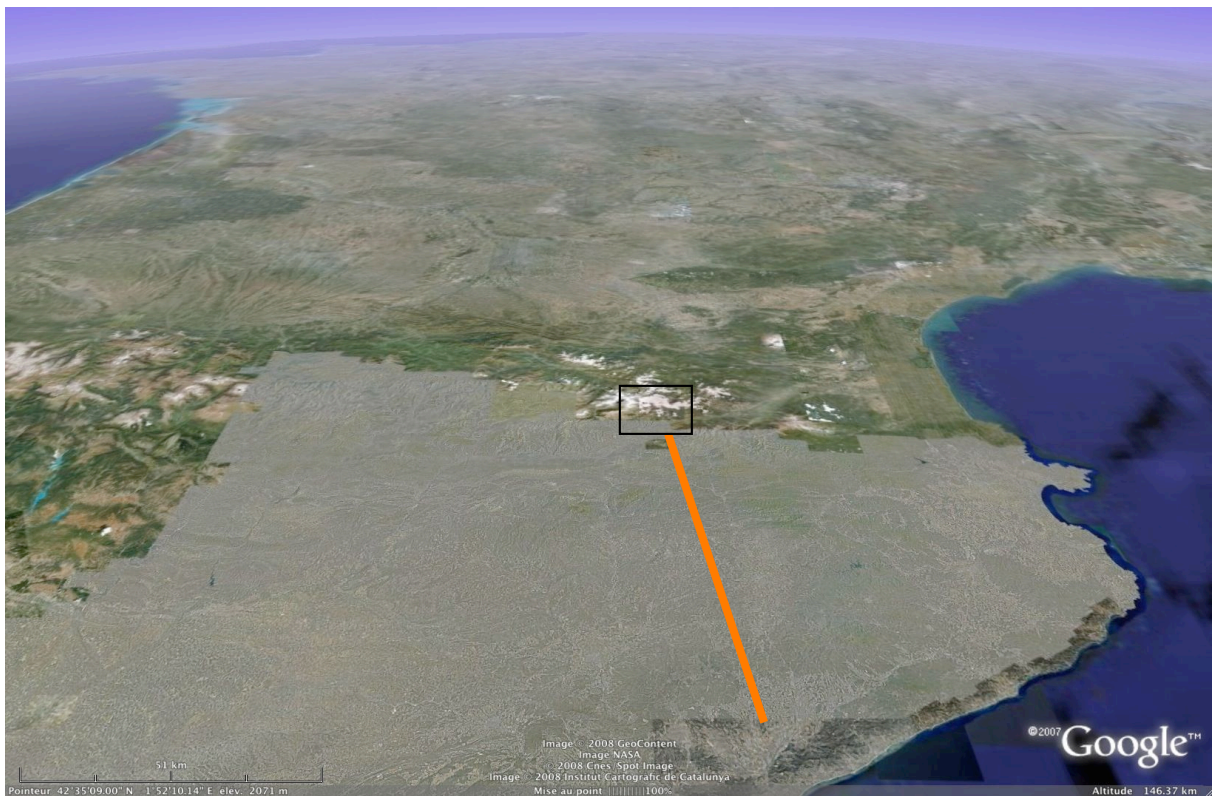
les systèmes collectifs anciens d'irrigation et quelque chose de similaire dans les arrosages individuels prélevant l'eau dans les nappes. L'ensemble des prélèvements pour l'irrigation est du même ordre de grandeur, 300 millions de mètres cube d'eaux d'origines diverses.

Il pleut entre 600 et 800 mm d'eau sur la région, avec certaines zones plus sèches en Roussillon (400) et plus arrosées en Cévennes (près de 2000). Globalement, sans compter la Lozère, la superficie des 4 départements méditerranéens de la région représente 2,23 millions d'hectares. La masse d'eau tombée sur cet espace atteint entre 13 et 19 milliards de mètres cube d'eau ! Une partie de l'eau s'évapore, une partie est consommée par les plantes sauvages ou cultivées. Même avec une réduction provoquée par le changement climatique global, il reste un potentiel régional d'eau important de plusieurs milliards de mètres cubes, dispersés dans les dizaines de bassins versants locaux et qui alimentent les réservoirs d'eau souterrains montagnards, les nappes alluviales, les différentes sources et rivières. Bien entendu, trouver des compromis de gestion dans chaque bassin offre beaucoup moins d'intérêts commerciaux qu'un bon tuyau neuf opéré par un organisme monopolistique, d'autant plus que les ressources en eau dispersées font l'objet de diverses appropriations et usages antérieurs. Mais plutôt que de rassembler une société pour envisager territoire par territoire ce qui est discutable et peut améliorer sensiblement les partages raisonnables des eaux, on choisit la solution la plus simple, la plus médiatique mais sans doute la plus déstabilisante pour les sociétés locales.

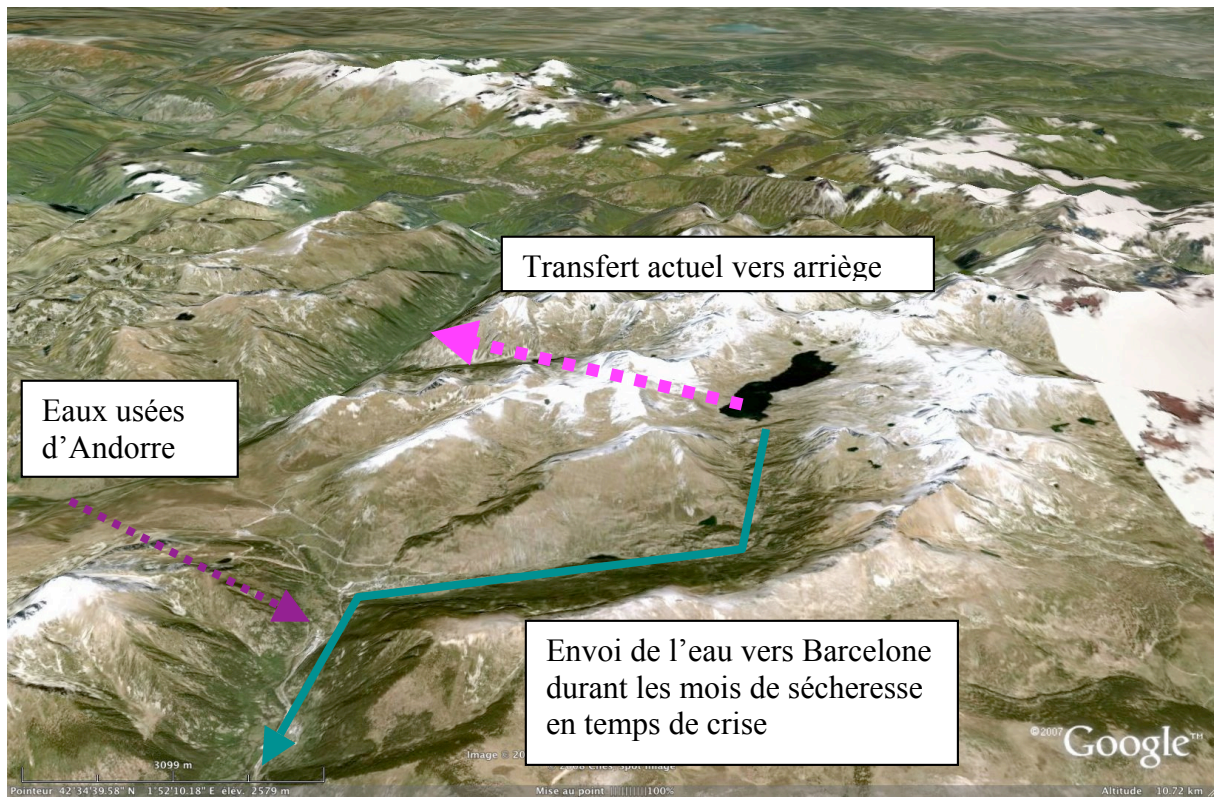
Les images suivantes permettent de visualiser Aquadomia et l'option originale du Lanoux (une solution plus respectueuse de la logique « gestion intégrée »).



Le projet Aqua domitia prolonge la branche BRL d'Arles à Mauguio. Le parcours exige plusieurs stations de remise en pression pour « pousser » l'eau jusqu'à l'Aude et éventuellement jusqu'à Barcelone.



L'eau du Lanoux peut arriver sans pompage à Barcelone via le Segre et un ouvrage court



Situation du Lanoux, de la vallée du Carol et de l'arriège. On pourrait envoyer 6m³/S pendant 4 mois (62 millions de mètres cubes).

